



**SNETAA**  
**SNETAA-CPE**  
**DIRECTION**  
**SNATOS**  
**SNEPAG**  
**SNETAA-IPE**  
**SNPFCDN**  
**SNETAA-MI-SE**  
**SNO**  
**SNETAA-INJSA**

## Communiqué de presse

### LAÏCITE DE LA REPUBLIQUE : RETOUR VERS L'OBSCURANTISME RELIGIEUX ?

Lors d'une visite officielle au Vatican le 20 décembre 2007, le Président de la République Française, confondant sphère privée et sphère publique, a prononcé un discours qui remet en cause la laïcité de l'Etat et de l'école publique.

Oubliant l'article premier de la Constitution de la République Française : **La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale**, le Président de la République a fait l'apologie des « curés » ... « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal » aux dépens des instituteurs à qui « il manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance » ignorant ainsi les principes universels de l'école laïque.

Il annonce sa volonté de favoriser le développement des écoles catholiques et de reconnaître des diplômes de théologie, au risque de voir n'importe quelle secte revendiquer l'attribution des diplômes dont la neutralité ne peut être garantie que par l'école publique.

Il apporte son soutien aux responsables catholiques pour qu'ils se substituent à l'action de l'Etat dans « les banlieues, les universités, les institutions, auprès des jeunes... », renonçant ainsi à défendre l'idéal républicain. Le rayonnement de la France s'est construit, depuis les Lumières, sur l'idée d'une distinction entre la sphère publique et les religions. Que deviendrait-il si l'éducation à la morale se voyait remise entre les mains de l'église catholique ?

Nicolas Sarkozy a droit comme tout citoyen français à un engagement religieux au sein de la sphère privée, mais le Président de la République a le devoir de respecter un engagement public qui ne se réfère à aucune religion. La définition d'une « laïcité positive » dans laquelle l'homme ne saurait se passer de religion est inacceptable dans la bouche du premier commis de l'Etat en visite officielle. **Pour la Fédération EIL**, il ne peut y avoir de laïcité « positive » ou « négative », **il y a la Laïcité, garante de la neutralité et du respect de tous.**

C'est grâce à elle que chacun a accès à la liberté absolue de conscience. C'est elle qui aide à la tolérance entre les hommes et permet la paix civile qui en résulte. C'est elle qui participe à la progression des droits de l'homme. C'est elle qui a permis les progrès scientifiques et sociaux, contre tous les conservatismes religieux ...

La Fédération EIL, inquiète de cette apologie officielle par le chef de l'Etat d'une intrusion du fait religieux dans la Laïcité, considère qu'elle constitue un danger pour les valeurs de la République, la Liberté, l'Egalité et la Fraternité et demande à chacun, quelles que soient ses croyances ou convictions religieuses, d'être vigilant et prêt à combattre avec la plus grande énergie toute réforme qui remettrait en cause la loi de 1905 et au-delà, la paix citoyenne, sociale, économique, les fondements mêmes de la République.

Contact : Yves-Henri SAULNIER 01 53 58 00 39 (port. : 06 73 34 37 95)

**Syndicats EIL Fédérés Unitaires**

74 rue de la Fédération 75 739 Paris Cedex 15 tél. : 01 53 58 00 39 - Fax : 01 45 67 05 53

e-mail : [fed.eil@wanadoo.fr](mailto:fed.eil@wanadoo.fr)

site : [www.fed-eil.com](http://www.fed-eil.com)